

ARCHIVES

DU DIOCÈSE

DE LUÇON

BULLETIN D'HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
ET D'ARCHEOLOGIE RELIGIEUSE

Paraissant tous les trois mois

SOMMAIRE

I. BIOGRAPHIES : Martyrs vendéens.

Le Bienheureux Jacques-Augustin Robert de Lézardière (à suivre), Abbé Charles GRELIER.

II. MELANGES : Bouin de 1750 à nos jours (à suivre), Dr J. Rousseau.

LUÇON

IMPRIMERIE H. REZEAU

—
1950

Abonnement aux ARCHIVES

En 1950 le prix de l'abonnement a été fixé à 180 fr., et il est payable d'avance.

Le numéro 50 fr.

Prière à tous nos abonnés de bien vouloir se mettre en règle.

A envoyer à M. le Chanoine Coutand, administrateur, 5, rue de l'Ancienne-Brasserie, à Luçon, C. C. Nantes 608.32.

REDACTION

Pour tous ce qui concerne la rédaction, s'adresser à : M. le chanoine Poirier, professeur aux Facultés Catholiques de l'Ouest, 3, rue Rabelais, Angers (Maine-et-Loire).

Le présent numéro contient la suite des *Biographies* interrompues depuis 1942. Avec celle du Bx de Lézardière s'achèvera le second et dernier volume de cette série.

Quand elle aura pris fin nous reprendrons la publication de la *Chronique de Saint-Médard*, à partir de la page 693.

On cherche à se procurer les tomes I et VIII des *Chroniques paroissiales* de l'abbé Aillery ; les *Annuaire de la Société d'Emulation de la Vendée* 1855, 1881, 1904, 1907, 1908, 1909, 1923 ; les années 1891, 1892, 1893 et 1896 de la *Revue du Bas-Poitou*, et les *Cartulaires du Bas-Poitou* de Marchegay. Faire offre à M. le chanoine Poirier, 3, rue Rabelais, Angers.

d'enrôler les séminaristes. Elle n'oppose donc aucune résistance aux Marseillais et aux Bretons, armés de piques, qui accourent de Paris, en cette soirée du 15 août, pour faire, disent-ils, « une battue dans le village ».

On ignore quels étaient ces Marseillais. Quant aux Bretons, ils étaient étudiants à l'Université de Rennes.

Bretons et Marseillais envahissent la maison en hurlant. Dans le parc vingt ecclésiastiques sont immédiatement arrêtés, pendant que d'autres bandes pénètrent à Saint-François-de-Sales et se saisissent des prêtres âgés ou infirmes. Tous sont conduits au pensionnat des clercs de M. Dubourg, où le chef de la bande, un nommé Claude-François Lazowski, dresse un procès-verbal.

L'abbé de Lézardièrre et le chanoine de Limoges n'ont rien vu, rien entendu. Pour qui connaît Issy, la chose n'est pas surprenante, le haut remblai de la rue de la Glaisière, « actuelle rue Minard », était une trop forte séparation entre le parc et le parterre pour que le bruit fut perçu de l'un à l'autre.

Le cuisinier du séminaire apprend l'arrestation. Affolé, il sort dans le petit jardin, il aperçoit l'abbé de Lézardièrre et le chanoine : « Sauvez-vous, leur crie-t-il, on a saisi ces messieurs ! ». Mais la nouvelle ne les émeut pas : « Non, répondent-ils, nous voulons au contraire, les rejoindre », et l'un des historiens de M. Emery, Mgr Meric, raconte qu'« ils vinrent, en effet, d'un pas tranquille, se présenter aux Carmes », où l'on venait d'enfermer leurs confrères (p. 296).

Mgr Elie Meric écrivait cela en 1885, dans le Tome 1^{er} de son « *Histoire de M. Emery et de l'Eglise de France pendant la Révolution* ». Malheureusement, il ne donnait point les sources de son information. Cette information était pourtant exacte dans le fond ; le Bienheureux de Lézardièrre se livra à ses ennemis, cela est vrai ; mais, il ne le fit pas en se rendant directement de la maison de campagne du Séminaire aux Carmes.

M. Régis Gignoux-Goydet, dans le journal « *La Croix* », de Paris, n° du 31 décembre 1926, publia une notice sur le Bienheureux Dieudonné de Ravinel, diacre, originaire de Lorraine, condisciple de Jacques-Au-

gustin (1). Cette notice, basée en partie sur le Procès de Béatification, donne des détails précis sur l'arrestation des Bienheureux de Ravinel et de Lézardière. D'autre part, dans un livre qui eut son heure de célébrité : « *Les Martyrs de la Foi* », au Tome IV, page 475, l'abbé Aimé Guillon parle de l'attitude de l'abbé de Lézardière devant le comité de la section du Luxembourg. En rapprochant le texte de M. Régis Gignoux-Goydet de ceux de Mgr Méric et de l'abbé Guillon, il est facile de reconstituer les phases de l'arrestation :

1° Le cuisinier informe l'abbé de Lézardière et le chanoine de Limoges de l'arrestation des prêtres. L'abbé et le chanoine au lieu de fuir, comme les y invite le cuisinier, répondent, sans hésitation, qu'ils veulent rejoindre immédiatement leurs confrères.

2° En sortant dans la rue (aujourd'hui rue du Général-Leclercq), il leur est facile de savoir où sont les prêtres arrêtés. On leur dit qu'ils sont tous au pensionnat des clercs de l'abbé Dubourg, 20, rue des Noyers. Ils y vont.

3° Chez l'abbé Dubourg, il trouve le chef des fédérés occupé à dresser un procès-verbal de l'arrestation. En même temps, cet individu vocifère « que les prêtres arrêtés sont des fanatiques... des conspirateurs cachés, qui entretiennent, dans le cœur des élèves, la haine des institutions nationales. Il est temps de les livrer à la justice du peuple pour le salut de la nation ». Ce langage doit suffire à fixer les ecclésiastiques sur le sort qui les attend.

4° Dans le parc, au moment de l'irruption des Bretons et des Marseillais, M. Le Gallic, ancien supérieur général de Saint-Sulpice, leur avait fait remarquer que pour agir légalement, ils devaient être accompagnés du Maire. « Le Maire, avaient-ils risposté, qu'avons-nous besoin de lui ? Nous venons arrêter les fanatiques et les prêtres réfractaires ».

Le Maire d'Issy est alors Jean-Baptiste Gogue, 51 ans, épicier et fournisseur du Séminaire. Prévenu, on ne sait comment, il arrive au pensionnat de M. Du-

(1) L'abbé de Ravinel, du diocèse de Nancy, était maître de conférences chez les Philosophes.

bourg. Plus tard, un témoin, Gaston de Forcade, écrivit : « Je dois rendre justice au maire de cette époque. Il montra la plus grande énergie pour nous faire mettre en liberté ; il voulait répondre de nous tous... »

M. Gignoux-Goydet dit de son côté : « Le maire d'Issy avait obtenu que soient exclus du convoi des prisonniers ceux qui n'étaient point prêtres. De Ravinel et l'un de ses camarades du nom de Lézardière, n'ayant reçu, ni l'un ni l'autre la consécration sacerdotale, n'avaient point été compris dans le convoi. Mais le chef des fédérés, pour appeler les prisonniers partants, employa la formule : « Que ceux qui ne sont pas dans les ordres lèvent la main ». En usant de subterfuge, d'une légère restriction mentale (messieurs de) Ravinel et de Lézardière auraient pu lever la main et échapper à la mort. La noblesse de leurs idées et la fidélité de leur foi leur interdirent même d'envisager un tel projet : ils partirent l'un et l'autre avec le convoi des prisonniers, ayant ainsi revendiqué fièrement la qualité de confesseurs et de martyrs ».

5° Le maire finit par obtenir la liberté de M. Le Gallie et d'un autre sulpicien, M. Duclaux, supérieur de la Maison d'Issy, très estimé de la population.

6° Le convoi des prisonniers est alors dirigé sur Paris, au bruit des tambours. Les Marseillais et les Bretons leur faisaient escorte, en poussant des cris de mort. Les prêtres infirmes, les prêtres âgés tombant à chaque pas, à coups de crosse, on les oblige à se relever. L'abbé de Kéravenant, de la communauté de la paroisse Saint-Sulpice, est particulièrement menacé (1).

(1) L'abbé de Kéravenant devint l'un des aumôniers de la guillotine. Déguisé comme ses confrères, il fut l'un de ces admirables consolateurs qui, au péril de leur vie, accompagnèrent tant d'innocents à l'échafaud. D'après M. le Chanoine Boisard, dans son livre « *Issy, le Séminaire et la Compagnie de Saint-Sulpice* », p. 40, l'abbé de Kéravenant n'aurait pas fait partie de ce convoi. M. Boisard raconte un acte d'humanité qui sauva la vie à un séminariste du diocèse de Mende : l'abbé Courtade, et il ajoute : « A cet acte de bienveillance répondaient, à quelques pas de là, des actes de violence : on voulait mettre à mort un prêtre de

« Ils entrent enfin dans Paris, raconte Mgr Méric. La foule, houleuse et menaçante, s'attroupe. Elle grossit (parle de) massacrer sur le champ les prisonniers. Des imprécations et des blasphèmes se croisent avec les huées et les cris de mort ». A l'entrée du quartier de la Croix Rouge, le chef des fédérés, effrayé, sent que l'escorte sera impuissante à protéger les prisonniers. Il s'arrête, puis, changeant de direction, il se rend au Comité du Luxembourg.

Ce récit est confirmé par la relation suivante que nous a laissée Gaston de Forcade : « Les jeunes gens qui vinrent nous arrêter étaient des étudiants de l'Université de Rennes : nous fîmes conversation avec eux ; nous les avions calmés, aussi ils nous protégeaient contre la populace de Paris qui nous aurait égorgés sans pitié. On nous fit partir (d'Issy-les-Moulineaux), à l'entrée de la nuit, au nombre de quarante, plus de la moitié des personnes arrêtées étaient étrangères au séminaire. Arrivés à la Croix Rouge, notre escorte avait toutes les peines du monde à nous préserver de la fureur du peuple, prévenue que si elle nous conduisait à l'Hôtel-de-Ville, comme c'était son projet, nous serions massacrés. Elle nous mena à la section la plus voisine », celle du Luxembourg, qui se tenait dans une salle du Séminaire.

7° A la section du Luxembourg, une seconde tentative fut faite pour sauver l'abbé de Lézardière. Cela ressort clairement de ce qu'écrit l'abbé Guillon, au Tome IV, des *Martyrs de la Foi*. Je cite textuellement : « Les

Saint-Sulpice, M. Luzeau de la Mulonière (né à Sucé, Loire-Inférieure), du grand séminaire d'Angers, qui s'était réfugié à Issy, et l'abbé de Kéravenant, prêtre de la paroisse, accusés par les habitants d'Issy d'être prêtres réfractaires. L'arrivée du maire d'Issy sauva les deux accusés ». M. Luzeau de la Mulonière fut repris et tué aux Carmes avec l'abbé de Lézardière.

L'abbé de Kéravenant assista aux derniers moments de Mme Charles, et son crucifix qui avait reçu le dernier soupir d'*Elvire*, fut envoyé à Lamartine. C'est à la réception de cet émouvant souvenir que l'écrivain composa la célèbre poésie : « Le Crucifix ».

espérances que le jeune Robert donnait à l'Eglise ne pouvaient qu'effaroucher les ennemis de la Religion. Ils le firent arrêter, et quand ils le virent montrer, devant le comité où ils l'avaient conduit, que rien ne pourrait ébranler sa foi, ils le menèrent comme prisonnier dans l'église des Carmes, pour y subir le sort de tant d'illustres confesseurs de Jésus-Christ qui déjà y étaient enfermés ».

L'abbé de Lézardièrè séjourna de 9 h. à 11 h. du soir, à la section du Luxembourg. Suprême visite à son cher Séminaire. C'est pendant ces deux heures que les prisonniers maintinrent leur opposition à la Constitution Civile du Clergé. La section ordonna de les enfermer dans l'église des Carmes avec les prêtres arrêtés depuis le 10 août. « Il était onze heures du soir, dit Mgr Méric. Ils partirent, suivis de la populace qui les attendait aux portes du Séminaire et qui vociférait le cri sinistre : « À la lanterne ! à la lanterne ! » Ces cris de la foule, le bruit des armes, les menaces de l'escorte, l'agitation extraordinaire qui éclata subitement dans la maison des Carmes à l'arrivée des nouveaux condamnés, réveillèrent en sursaut les autres prisonniers : ils attendaient chaque jour, et à tout instant, le signal du massacre et la liberté des martyrs. Quelques paroles de l'abbé de Montfleury, qui conservait sa gaieté, dans les plus cruelles souffrances, calmèrent les appréhensions des victimes entassées dans l'église ».

Au Séminaire Saint-Sulpice, la prière du soir était commencée quand M. Emery fut prévenu de l'arrivée des prisonniers au comité. Avec ce calme, cette maîtrise de soi-même qui sont l'une des traditions de la maison, il attendit la fin de la prière pour donner à la communauté ce simple avis : « Messieurs, dans les circonstances présentes, il nous est impossible de prévoir les événements ; mais la prudence nous commande de renvoyer chez eux, à l'instant, sans délai, ceux qui ont à Paris, des amis ou des parents ».

Pour la première fois, le règlement cessait entre maîtres et élèves dans la maison de M. Olier. Il allait reprendre, avec plus de ferveur encore, entre prisonniers, dans un autre sanctuaire : au couvent des Carmes !

Quant au comité de la section du Luxembourg, il lui

parut sans doute, et avec quelle satisfaction impie, que la vie du Séminaire s'achevait enfin, ce soir-là. Erreur. Ce n'était qu'une interruption... (1).

VIII

LE BIENHEUREUX DE LÉZARDIÈRE
FACE A LA RÉVOLUTION
DANS LA PRISON DES CARMES

Que de fois n'a-t-on pas déploré — et avec juste raison — les distances exagérées qui, surtout au XVIII^e siècle, divisaient le clergé de France. Evêques, Abbés commendataires, vicaires généraux : haut clergé parce que recrutés uniquement dans la noblesse, ce qui parfois amena des choix indignes ; curés, vicaires, aumôniers : bas clergé parce que sortis habituellement de la bourgeoisie ou de la roture. Distinction offensante qui blessa quelquefois, et pour toujours, certaines âmes.

Au seuil du couvent des Carmes ou du Séminaire Saint-Firmin, de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés ou de la prison de la Force, où le peuple a enfermé les ecclésiastiques, cessent heureusement ces vaniteuses distinctions. Mgr Jean-Marie du Lau, archevêque d'Arles ; deux frères : François-Joseph de la Rochefoucault-Maumont, évêque de Beauvais et Pierre-Louis de la Rochefoucault-Bayers, évêque de Saintes, l'abbé Robert de Lézardièrre, séminariste, se trouvent aux Carmes, avec le fils d'un laboureur de Carquefou, près de Nantes : l'abbé Joseph Bécavin, avec des prêtres de tout rang et de toute origine : les uns, religieux, les autres, séculiers ; les uns, professeurs ou chapelains ; les autres, curés ou vicaires.

(1) Au sujet des élèves d'Issy, arrêtés le 15 août, Jacques Hérissay, dans *Les Journées de Septembre 1792*, écrit qu'ils furent l'objet d'une mesure de clémence. « Après dix-huit heures d'attente et de longs interrogatoires, la Section du Luxembourg a prononcé leur mise en liberté ; trois seulement ont été retenus et seront massacrés : deux diacres, MM. de Lézardièrre, de Ravinel, et le professeur de la Maison Dubourg, M. Nézel, simple tonsuré » (p. 49).

Pontifes, prêtres ou lévites d'un même sacerdoce ; disciples, sous les règles variées de saint Benoît et de saint François d'Assise, de saint Ignace de Loyola et de saint Jean Eudes, et de M. Olier, tous disciples d'un même Maître, en ce monastère qu'hier encore vivifiait l'esprit de sainte Thérèse d'Avila, et que, dans cinq ans, ranimera le même esprit, grâce à la générosité d'une ancienne carmélite, Mme de Soyecourt.



Le Couvent des Carmes

Jacques-Augustin de Lézardièrre ne devait pas ignorer le lieu de sa détention. Le couvent des Carmes n'était-il pas l'une des nombreuses maisons religieuses du quartier Saint-Sulpice ? Les Carmes s'étaient établis, en 1611, à Paris, rue de Vaugirard. Il leur fallait une église. La construction en fut décidée sans tarder, et le 20 juillet 1613, la reine Marie de Médicis, veuve de Henri IV et mère de Louis XIII, posait la première pierre, mais les travaux allèrent lentement. La nouvelle église fut consacrée le 21 décembre 1625 par Mgr de Valençay, évêque de Chartres, sous le titre de Saint-Joseph. Ce fut la première église française dédiée au Père Nourricier de l'Enfant-Jésus. On sait que saint Joseph est très honoré dans l'Ordre des Carmes. Et ce fut la première église parisienne surmontée d'un dôme. Ce dôme est du reste la seule chose remarquable de l'extérieur.

Cette église est riche de souvenirs et de sépultures. Mgr de Quelen y fut sacré. On y conserve le cœur de Mgr Affre. Sous le chœur s'étend une crypte, où reposent, dans un riche tombeau Ozanam, et modestement sous les dalles, l'abbé Legris-Duval, Mgr de Bovet, dernier évêque de Sisteron, et des Carmélites.

Le couvent des Carmes, racheté par Mme de Soyecourt, devint monastère de Carmélites jusqu'en 1845, époque à laquelle Mgr Affre en fit l'Ecole des Hautes-Etudes Ecclésiastique. Les Dominicains occupèrent l'église et quelques bâtiments : ce qui explique le séjour qu'y fit Lacordaire. En 1875, tout l'enclos devint ce qu'il est encore aujourd'hui : l'Institut Catholique de Paris.

Mais ce qui rend à jamais illustres l'église et le couvent, c'est le massacre du 2 septembre 1792, dont beaucoup de victimes reposent en la crypte, dans les magnifiques reliquaires qui entourent l'autel.

Au chevet de l'église, il y avait un grand jardin orné au centre d'un bassin circulaire. Au fond du jardin, dans une petite chapelle, on vénérât une statue de la Sainte Vierge. Cette chapelle était comme un but de petit pèlerinage marial. De tout ce couvent n'a disparu que cette chapelle (lors du percement de la rue de Rennes, sous Napoléon III). Tout le reste subsiste, intact. A prier dans l'église, à descendre l'escalier fatal aux prisonniers, à parcourir le jardin, on sent revivre les phases de la tragédie, les minutes de l'immolation.

**

Dans la prison, en attendant le martyre

C'est dans l'église même que sont enfermés les ecclésiastiques (1). Ils organisent leur vie tout comme ils l'auraient fait au séminaire. « Le lendemain des premières arrestations, le dimanche 12 août, les détenus demandent à la section du Luxembourg la permission d'entendre la sainte messe. Après longue et mûre délibération, cette grâce leur est accordée, mais sous la clause formelle que le dimanche suivant ce serait un prêtre assermenté et bon citoyen de la Communauté de Saint-Sulpice qui viendrait dire la messe militaire » (2).

Evidemment ceux qui étaient emprisonnés là pour avoir refusé le serment n'avaient aucun désir d'assister à la messe sacrilège de ceux qui avaient prêté ce serment.

(1) Au cours des rafles exécutées dans le désordre et la précipitation, les révolutionnaires ont arrêté un Frère des Ecoles Chrétiennes : Nicolas Leclercq, d'Arras, en religion frère Salomon, à Paris, et un ancien officier au régiment de Champagne : le comte de Valfonds, de Paris. L'un et l'autre tinrent à partager la captivité des prêtres, et témoignant de leur attachement au Saint-Siège, avec eux furent immolés. Ils ont été béatifiés avec eux.

(2) P. J.-B., Rovolt, C. J. M., *Les Martyrs Eudistes*, Paris, de Gigord, 1926, p. 161.

Et, de fait, d'après le récit d'un survivant, l'abbé Berthelet de Barbot, cette consolation du Saint-Sacrifice fut refusée pendant la détention.

Ils conviennent alors de se grouper le matin devant le maître-autel, de se recueillir et de s'unir à la messe du Souverain Pontife. C'est là leur trait d'union avec le Vicaire de Jésus-Christ, Pie VI, le futur martyr des derniers temps de la Révolution Française. C'est là la preuve tangible de leur fidélité à l'Eglise Romaine.

N'a-t-on pas dit, ne répète-t-on pas encore aujourd'hui, pour des fins partisans, que tout le clergé d'Ancien Régime était infecté de gallicanisme ? On me disait un jour que tous ces prêtres martyrs de la Révolution étaient des gallicans : « Des gallicans qui se sont fait tuer pour le Pape ! » ai-je répondu.

Dans la journée, ces prêtres, tout obsédés par les serments qu'on leur a demandés, discutent sur la licéité de telle ou telle formule.

Les jours s'écoulent. Le calendrier du Rite Parisien que suivent presque tous les ecclésiastiques (1) ramène des fêtes chères à la piété sacerdotale, à la fidélité monastique : la fête de saint Bernard, le grand réformateur de l'Eglise au Moyen-Age dont plusieurs disciples n'ont pas toujours suivi les conseils, en ce déplorable XVIII^e siècle. Le 22 août, c'est la fête de saint Symphorien d'Autun. L'abbé de Lézardièrre ne peut l'oublier. Par la pensée, il revoit les trois jours de pèlerinage qui, à Challans, charmèrent son enfance. Il peut en parler avec un compagnon de captivité : l'abbé Louis Dufour, d'Autun, professeur. A Autun comme à Challans, saint Symphorien était un protecteur : à Paris, il sera un modèle, un exemple, un exemple suivi.

Puis le 25 août ramène la Saint-Louis, la fête du Roi qui est captif lui aussi et pour lequel une prière ardente s'élève vers le Ciel.

Le mois de septembre approche. On s'amuse à tromper les prêtres. On leur fait croire que, prochainement, ils seront conduits hors de France et, en conséquence, on les engage à se munir de ce qu'il faut pour un long voyage.

(1) La Compagnie de Saint-Sulpice suivait le Rite Romain

**

*La mentalité populaire
à la veille des Massacres de Septembre*

On ne s'expliquerait pas une telle furie si l'on ignorait la mentalité des populations — celle de Paris surtout — en ce mois d'août 1792.

Les meneurs représentaient la Famille Royale, les nobles et les prêtres fidèles comme hostiles à la Liberté, comme favorables au retour des abus les plus injustifiables, et comme si une telle calomnie ne suffisait pas, on ajoutait, dans les clubs, que ces *ennemis intérieurs* de la Révolution étaient d'accord avec les *ennemis extérieurs* de la Patrie. Bientôt les prêtres qui avaient refusé le serment à la Constitution Civile du Clergé passèrent tous pour des agents ou des auxiliaires des ennemis de la France, pour des partisans des émigrés qui, en liaison avec ces ennemis, servaient si maladroitement la cause Royale qu'ils lui portaient un coup fatal.

Un incident, en réalité méprisable, en apparence sérieux, vint illustrer cette politique néfaste de l'Emigration.

A Coblenz, centre des émigrés, il y avait un aristocrate, ignorant et prétentieux, qui s'imaginait que sa naissance lui donnait tous les droits : c'était un certain marquis de Limon, fort obscur d'ailleurs. Assez sot pour se croire investi d'une mission de salut, il rédigea, le 25 juillet 1792, un manifeste insultant pour le peuple, dans lequel il menaçait la France, Paris surtout, des pires fléaux, si Louis XVI n'était pas immédiatement rétabli dans la plénitude de ses anciens pouvoirs. Ce marquis n'avait encore rien appris. Le manifeste fut porté au Duc de Brunswick, généralissime de la coalition contre la France. Le Duc refusa d'abord de signer. Finalement, en haussant les épaules, il céda, endossant ainsi la paternité du message que désormais l'Histoire appellera le « *Manifeste du Duc de Brunswick* ». Le texte en fut envoyé à toutes les municipalités (1).

(1) La municipalité des Sables-d'Olonne reçut, le 12 août 1792, le *Manifeste* et y répondit aussitôt et fièrement. Mais

On devine aisément l'explosion de colère que provoqua partout, à Paris plus qu'ailleurs, une si vulgaire insolence. Quelle aubaine pour les clubs ! Le *Manifeste* devint une arme perfide. La chute de la Royauté en fut accélérée, et comme conséquence l'arrestation de tous ceux qu'une rumeur accusait de complicité avec l'ennemi ; donc l'arrestation de tous les prêtres fidèles.

Ce marquis de Limon et ses semblables de l'Émigration furent de ceux, invisibles mais réels, qui contribuèrent au malheur du Roi, au malheur du clergé catholique.

Combien fut plus intelligente l'action des frères du Bienheureux de Lézardièrè restés en France, venus à Paris au secours de la Monarchie. Non seulement Charles de Lézardièrè réussit à procurer un confesseur à Louis XVI, mais il fut de ceux qui, le 21 janvier, au passage du Roi, tentèrent l'impossible pour le soustraire aux bourreaux.

Le lecteur, à la lumière de ce rappel du *Manifeste du Duc de Brunswick*, au souvenir de tout ce que le jansénisme, le gallicanisme, le philosophisme avaient accumulé d'erreurs, de préventions, de haines dans les cerveaux, ne s'étonnera pas de la déviation, de l'irritation des esprits, surtout quand il se souviendra que du haut des tribunes de l'Assemblée et des clubs, on ne cessait de dire au peuple qu'il était le seul souverain, le souverain absolu. Comment ne l'aurait-il pas cru ? Donc l'opinion était contre le clergé fidèle, et qui, après le 10 août, aurait osé résister à l'opinion, « cette puissance occulte

elle aurait pu se passer, au début de sa lettre, d'encenser le général en chef des ennemis de la France : « Monsieur le Duc. Nous ne saurions croire que ce soit par vos ordres qu'on ait adressé à la municipalité des Sables votre manifeste et la lettre ci-jointe que nous vous renvoyons. Le général de Brunswick a trop de talents militaires et trop d'esprit pour penser un instant qu'on pourrait intimider par de vaines menaces des Français qui ont juré de vivre libres ou de mourir... ». Chassin, *Préparation à la guerre de Vendée*. Tome II, p. 479.

et prépondérante des Républiques » (1). Occulte, hélas ! Le peuple qui pensait pouvoir enfin se gouverner, changera simplement de maîtres. Les nouveaux agiront dans les coulisses, se changeront, se tueront même, mais, tous, disciples de Voltaire ou de Rousseau, poursuivront un seul but : la destruction de l'Eglise Catholique.

*
**

La préméditation ?

Dans son important travail sur les *Massacres de Septembre* (2), M. Pierre Caron, conservateur des Archives Modernes, aux Archives Nationales, écrit : « Aucun document antérieur au 2 septembre ne parle de préparatifs pour de prochaines inhumations en masse » — p. 66, note 3 — et plus loin, il revient sur cette délicate question, parlant « des variantes de cette légende qui mettent en cause le fossoyeur de Saint-Jacques-du-Haut-Pas... ou celui de Saint-Sulpice » — p. 69, note 1 —. M. Caron ne pense pas que l'on puisse trouver trace de préparatifs d'inhumation qui trahiraient une préméditation.

Cependant Pierre-Alexandre Bruniaux déposera que 5 ou 6 jours avant le 2 septembre, l'ordre fut donné de rouvrir le puits de la Tombe-Issoire, au quartier Montsouris, où avaient été déposés, quelques années avant, les ossements provenant du cimetière des Innocents (3). Et lorsque, plus tard, Manuel sera passé, à son tour, au rang des prisonniers et des accusés, Fouquier-Tinville lui reprochera, le 23 brumaire an II — 13 novembre

(1) *L'Ami du Clergé*, N° du 17 février 1949, page 100, col. 1.

(2) Paris, 1935, La Maison du Livre Français, Paris VI^e.

(3) Est-ce qu'il n'y a pas quelque exagération dans la déclaration de Bruniaux ? « 5 ou 6 jours avant... » Cela me paraît beaucoup. Une ouverture aussi prématurée aurait attiré l'attention, et révélé à trop de gens les projets de massacre. 2 ou 3 jours eussent bien suffi.

Le cimetière des Innocents, non loin de l'église Saint-Eustache, se trouvait où est actuellement le square des Innocents, entre la fontaine de ce nom et la rue Saint-Denis.

1793 — d'avoir fait ouvrir, dès le 26 ou 27 août, la fosse de la Tombe-Issoire (1).

Il est certain que des inhumations eurent lieu au cimetière de Vaugirard — des inhumations de victimes des Carmes. Les fosses auraient-elles été creusées à l'avance ? Voici ce qui le ferait croire : « Une note spéciale de l'abbé de la Pannonie certifie que la femme d'un fossoyeur de Saint-Sulpice avait été prévenue 3 jours à l'avance, du massacre qui devait avoir lieu le 2 septembre, et que chaque fossoyeur avait reçu 300 livres pour creuser des fosses, au cimetière de Vaugirard, et aider à dépouiller les morts après le massacre » (2).

On a aussi parlé de balais et de vinaigre achetés pour faire disparaître les flaques de sang. Avant l'incendie, par la Commune — en 1871 — de l'Hôtel de Ville de Paris, Cassagnac y avait relevé les nombreuses traces des dépenses causées par le dépouillement des cadavres, leur transport, leur inhumation, et s'il avait « insisté sur ces faits, c'est que, d'après lui, ils engageaient gravement la responsabilité de la Commune et des sections ». Mais M. Caron estime que c'est à tort et que l'examen attentif de ces textes « ne révèle, à la charge de celles-ci et de celle-là, aucun indice de préméditation ou de préparation de l'événement » (3).

(1) M. Caron ne croit pas fondée cette accusation contre Manuel. Voici ce qu'il en dit : « Peut-être aussi dans les carrières de Ménilmontant, où d'après un grief relevé contre Manuel en l'an II, Petion et lui aurait fait rouvrir, dès le 27 ou le 28 août, en vue de l'hécatombe imminente, une excavation antérieurement comblée : légende contredite par tout ce qu'on sait du rôle et de l'attitude de ces deux hommes, et qui a peut-être eu pour origine la déformation d'un fait réel sans signification », p. 66, note 3.

(2) *Martyrs de Septembre*, par Henri Welschinger, p. 60.

(3) P. 68-69. Le 2 septembre 1936, le cardinal Baudrillard fit dans la chapelle des Carmes, le discours de circonstance. Dans une allusion au livre alors récent de M. Pierre Caron, à sa thèse : *les massacres furent uniquement le fait de la spontanéité populaire*, le cardinal démontra qu'en réalité les massacres avaient été préparés de loin : « Préparation mentale collective » qui consista « à ruiner ou à affaiblir les valeurs morales et spirituelles, en commençant par la foi re-

Mais les calomnies répandues, entretenues, contre les prêtres n'étaient-elles pas déjà une préparation suffisante ? Faire courir le bruit que les ennemis de la Patrie étaient sur la route de Paris et que les prêtres étaient leurs auxiliaires secrets ; qu'il était imprudent de voler à la frontière pendant qu'on laissait derrière soi, dans les prisons, des traîtres prêts à ouvrir les portes de la capitale aux Prussiens, n'était-ce pas pousser le peuple à se défaire des ennemis de l'intérieur avant d'attaquer ceux de l'extérieur ?

M. Caron le dit expressément dans la conclusion de ses nombreuses et minutieuses recherches : « A la volonté de créer, par le sacrifice des ennemis de la chose publique, la sécurité, s'associe l'idée qu'il faut observer un minimum de formes. Le fait spécifiquement judiciaire a eu dans l'événement de septembre une importance méconnue. C'est à la masse des prisonniers indistinctement — et non à telle catégorie d'entre eux, les autres n'étant qu'appoint fortuit — que va être appliquée en grand la justice prévôtale. Et les massacreurs montreront plus de rigueur encore pour les misérables « pailleux » du Châtelet ou forçats des Bernardins, plus de rigueur aussi pour les insermentés, si haïs, des Carmes

ligieuse ». A cette préparation lointaine parvenue à « un point de maturité suffisant succède la préparation *prochaine* qui use de violence ». Cette préparation ce fut le flot de calomnies qui firent, des prêtres fidèles, une bande de conspirateurs. De là il était facile d'imaginer un complot des *ennemis de l'intérieur* dont il était sage de se débarrasser avant d'attaquer les Prussiens. Ceux qui avaient accepté l'internement des prêtres, autrement dit la Commune et les Sections, savaient le sort qui attendait ces nouveaux prisonniers. La Commune et les Sections avaient-elles donc déjà oublié les massacres du 14 juillet 1789, ceux du 10 août 1792 ? Ignoreraient-elles ces exécutions populaires « dont les départements sont le théâtre de juillet à octobre », dit M. Caron. Donc, dès juillet 1792, massacrer ceux qui ne partageaient pas leurs opinions était chose normale, même louable, pour les révolutionnaires. Dans ces conditions le moins que l'on puisse dire de la Commune et des Sections, c'est qu'elles n'ont pas voulu prévoir.

ou de Saint-Firmin, que pour les contre-révolutionnaires laïques de l'Abbaye et, surtout, de la Force ». (1).

Les insermentés si haïs des Carmes ou de Saint-Firmin, autrement dit les prêtres catholiques, c'est bien pour les juger et les exécuter que la Révolution observera le minimum de formes.

Dans la Tour du Temple, Louis XVI lui-même connu, on ne sait comment, les massacres de Septembre. Voici ce qu'il en écrit dans son appel à la Nation : « ...La municipalité postiche du 10 août, d'accord avec les membres de la législature et le maire de Paris, lancèrent de tout côté des mandats d'arrêts... Les prêtres, lors des perquisitions domiciliaires, furent arrêtés, et l'on s'en saisit par tout où l'on en découvrit, sous prétexte de les déporter, aux termes du décret... et lorsque les prisons furent comblées de victimes, on répandit dans le public qu'il existait un complot de massacrer Paris dont le foyer était dans les prisons qui étaient soi-disant remplies d'armes et de munitions : il fallait préparer l'opinion publique, pour empêcher les citoyens de s'opposer au projet que l'on voulait exécuter » (2).

Personne, en effet, ne s'opposa aux massacres, tant ils furent rapidement exécutés, d'une part, et d'autre part tant on avait soufflé de haine dans le peuple.

**

Les prisonniers à la veille de l'événement

Quant aux prisonniers, les uns espéraient réellement leur délivrance. L'abbé Luzeau de la Mulonière écrivait à son père « de ne plus s'inquiéter ». Les autres présentaient le drame dont ils allaient être les victimes. Grâce à la protection de son perruquier, le jeune abbé Letourneur — futur évêque de Verdun — avait réussi à pénétrer aux Carmes. Il parla aux détenus de leur prochain départ. L'abbé Texier, maître des enfants de chœur de l'église Saint-Sulpice, lui répondit : « Non, nous ne sortirons pas d'ici ».

(1) Loc. cit., p. 473.

(2) *Appel de Louis XVI à la Nation*, Préface de Louis Madelin, Introduction de Jacques Isorni. Paris, Flammarion 1950, p. 185 et 186.

L'abbé de Villèle avait réussi, de même, à pénétrer dans la prison. Il offrit à l'abbé de Cucsac, prêtre de Saint-Sulpice, de faire ses commissions dans Paris. L'abbé de Cucsac répondit : « Le seul service que j'attends de vous, c'est de me procurer les *Actes des Martyrs* ».

Les Actes des Martyrs ! ces prêtres y ajouteront une page nouvelle, et bientôt !

Le 1^{er} septembre, les Prussiens étaient à Verdun : bonne aubaine pour accroître la rumeur infâme. Ceux qui purent alors pénétrer aux Carmes n'avaient plus d'illusion : à leur figure consternée, les détenus comprirent. Le soir même, ils se confessèrent les uns aux autres.

**

Le dernier jour

Le dimanche, 2 septembre 1792, raconte l'historien Lenôtre, « un beau soleil perçait les fenêtres hautes de l'église des Carmes : c'était pour la plupart de ceux qui étaient là, le dernier réveil. Comme à l'habitude, ils se prosternèrent devant le tabernacle vide et récitèrent les prières de la messe » en union avec Pie VI. Ont-ils un Missel qui leur permet de suivre le calendrier liturgique ? Ce dimanche est le XIV^e après la Pentecôte. A l'introit, l'Eglise Romaine lit ce verset du Psaume 83 : « *Quia melior est dies una in atriis tuis super millia* ». O Dieu, un jour passé dans vos parvis vaut mieux que mille autres passés sur terre. Et dans l'évangile, c'est le passage où saint Matthieu cite cette recommandation de Notre-Seigneur à ses disciples : « Nul ne peut servir deux maîtres ». Prisonniers pour l'amour du Christ ils ne serviront que lui et préféreront partir, quelques-uns jeunes encore, pour les célestes parvis que prolonger leurs années ici-bas.

« Au loin, poursuit l'historien Lenôtre, au loin, on entendait des tambours parcourant les rues voisines et battant le rappel : bientôt gronda le canon d'alarme du Pont-Neuf. La matinée s'écoula sans autre alerte ; le repas fut servi à midi, comme de coutume... seulement le dîner terminé, la promenade du jardin, habituellement permise à cette heure-là, fut différée. On attendait quelque chose ».

troupe, manquant de bois, détruisoit les maisons pour en faire brûler les charpentes, portes et fenêtres... ». La ville semble avoir échappé l'année suivante aux ravages des Colonnes Infernales. Les Vendéens d'ailleurs n'y devaient plus revenir ; Bouin resta dès lors constamment en dehors de la zone des opérations : son rôle dans la Guerre de Vendée était terminé.



Déplorant la disparition des registres d'Etat-civil de l'an I et de l'an II, M. L. Dubreuil écrit : « Il serait pourtant intéressant de savoir si la Terreur et la Guerre de Vendée eurent pour Bouin des conséquences meurtrières » (67)). Ces registres n'auraient pas donné grands renseignements sur ce point, car les victimes qui, malheureusement, furent assez nombreuses, ne moururent pas à Bouin — leur décès n'y fut donc pas enregistré — et, de plus, en ces temps troublés, ainsi qu'en font foi de nombreuses déclarations ultérieures, les *citoyens* avaient d'autres soucis que de faire homologuer la naissance ou le décès des leurs... D'autres documents permettent de dresser le bilan.

Du côté des « patriotes », abstraction faite des Noirmoutrins fusillés par ordre de Pajot, les pertes furent minimales : aux trois prisonniers de Machecoul morts de maladie, il n'y a guère à ajouter que Pierre Nicou, mort à Legé, et sans doute la citoyenne Lequent que certains témoignages laissent supposer avoir été massacrée par les rebelles. Mais les combats divers auxquels ils furent mêlés firent de nombreuses victimes parmi les insurgés, soit qu'ils aient été tués en combattant ou faits prisonniers et exécutés. Ainsi en fut-il de cet Abraham Barraud, déjà cité, pris les armes à la main le 13 avril 1793, qui fut jugé le 18, condamné à mort pour « avoir eu un grade parmi les rebelles, assisté au combat et porté la cocarde blanche », et fusillé le surlendemain 20 avril aux Sables-d'Olonne. De Julien Richer qui, ayant pris part à de nombreux combats, avait disparu avant les événements de 1794, du boucher Blanconnier... ;

(67) L. Dubreuil, loc. cit., p. 45.

de ces rebelles qui, pourchassés par les colonnes républicaines à travers le Marais en décembre 1793, ne purent s'échapper et furent « punis à l'instant » — on sait ce que cela veut dire —, comme Toussaint Gouvard, dit Goglu, ancien greffier de la Municipalité, qui avait été le geôlier des patriotes emprisonnés et fut fusillé à Bouin même, et Magdelon Rouillard, ci-devant employé dans les Douanes et officier des brigands... Sans doute y en eut-il d'autres...

Tout aussi nombreux, sinon plus, croyons-nous, furent ceux qui périrent dans le courant de 1794. Après la reprise de Noirmoutier par les Républicains (2-3 janvier 1794), l'île se transforma en une immense prison où furent déportés des centaines de « brigands » provenant de toute l'étendue du territoire insurgé. Louis Troussier, qui a étudié la question, comme d'ailleurs toute l'histoire de son île, avec une scrupuleuse conscience (68), estime à treize cents environ le nombre des prisonniers amenés dans l'île en l'an II, dont il a retrouvé les noms dans les dossiers de la Commission Militaire, tant à Noirmoutier même qu'à Nantes.

Bouin entre dans ce total pour une centaine environ : prisonniers faits par les Bleus au cours de leur campagne de décembre 1793 et suspects ramassés par Jordy et ses lieutenants au cours de nombreuses rafles. Pêle-mêle, arrêtés sur une simple dénonciation, un soupçon parfois, arrivèrent dans l'île, en nivôse et pluviôse an II, bourgeois et paysans. De Bouin, on y retrouve aussi bien la veuve du chirurgien Hardouin, ses sœurs Anne et Marguerite Haumont, ses filles Aimée et Rosalie, Philippe Hardouin son fils, et les dames Richer, que Laurent-Alexandre Luminais, dont la famille cependant n'était pas suspecte de modérantisme ou de royalisme ; des bourgeois comme les Pelletier, Julien Baizeau, la V^{ve} Travers et ses filles, les Robard des Bellines, la V^{ve} Dugast-Genneville, plus que septuagénaire... ; des paysans, des laboureurs — Jean Burgaud, Janvier Guittonneau... —, des artisans — Jean Mercier,

(68) *La Commune de Noirmoutier pendant la Terreur : Prisons et Prisonniers.* — 1^{re} partie, Revue du Bas-Poitou, 1915 (tirage à part, 44 p.) ; 2^e partie, inédite.

cordonnier... —, des boulangers, des marins, des domestiques même...

Les femmes représentent l'énorme majorité de ces suspects, pour la bonne raison que les hommes, pour la plupart, avaient péri ou disparu ou bien suivaient encore l'armée de Charette. Il en est de tous les milieux et, à côté de personnes « vivant de leur revenu », des marchandes — la veuve Thomas-Vincendeau —, des aubergistes — la veuve Bourgeois —, des tailleuses — Marguerite Emery, Jeanne Rousseau... —, des lingères — Marie Moreau, Céleste Coindreau —, des fermières — la veuve Rousseau-Simonneau, de la Molaine... —, et surtout de pauvres gens, journalières ou servantes — Catherine Rotureau, Marie Robin, Jeanne Delaprée, Catherine Delaprée, Marie Beilvert, Françoise Massonneau... — et d'autres dont on ne connaît que le nom et, pour certaines, l'âge.

Il en est de tous les âges, des vieillards comme Madame de Genneville, 75 ans, des adultes, des jeunes filles, les demoiselles Hardouin, 25 et 22 ans, et Travers, 24 et 21 ans, et des enfants de 14 ans, Rose Friou, Jeanne Guittonneau, Pierre Voisin...

Beaucoup de ces détenus furent relâchés, plus de la moitié, après quelques semaines de détention ; dix furent condamnés à mort et exécutés ; il en mourut à peu près autant de maladie en prison ; une quinzaine d'entre eux ont disparu, morts sans doute aussi sans que l'on ait pris la peine d'enregistrer leur décès.

L'entassement des prisonniers dans des locaux réduits ne pouvait manquer de provoquer de graves incidents que la pénurie de vivres, de paille et des choses les plus élémentaires allait encore aggraver. Dès que ce fut possible, les autorités municipales de Noirmoutier n'eurent qu'une préoccupation : évacuer ces malheureux sur d'autres centres. Dès ventôse, le typhus sévissait parmi eux, faisant de nombreuses victimes, dix, douze et jusqu'à trente par jour, si l'on en croit une lettre écrite au Comité de surveillance des Sables. Il fut alors permis aux malades de se faire réclamer par des habitants de l'île, parents ou connaissances, à condition pour ceux-ci de se reconnaître responsables des prisonniers hébergés et de fournir cau-

tion. Le 1^{er} germinal, Laurent-Alexandre Luminais, malade, était transporté chez le citoyen Mignon, chirurgien ; Rose Gouvard chez le menuisier Gouvard, le 5 floréal ; Anne Vincendeau et Madeleine Hardouin chez le capitaine Gendron (7 floréal) ; Philippe Hardouin chez la citoyenne Renoux, et les demoiselles Haumont chez Lebreton aîné (8 floréal) (69), etc...

Cependant les suspects commençaient à défilier devant la Commission Militaire, qui semble avoir fait preuve au début d'un certain sentiment d'humanité et cherché à vider les prisons de l'île. A partir de la fin de prairial et jusqu'à la réaction thermidorienne, de nombreux Bouinains furent acquittés : Marguerite Legagneux, 17 ans, Laurent Neau, 55 ans, Marie Guérin, 33 ans, Marguerite Emery, 18 ans, Marie-Madeleine Vincendeau, V^{ve} Sébastien Thomas, 33 ans, Jean Burgaud, 15 ans, Rose Friou, 13 ans (29 messidor) ; Alexis Delaprée, 13 ans (2 thermidor) ; Anne et Rose Travers, Pierre Voisin (5 thermidor)... Ou mis en liberté provisoire : André Barraud, marin, 32 ans (26 messidor) ; Anne Vrignaud, V^{ve} Bourgeois (2 messidor) ; Rose Morineau, 19 ans, Françoise Boué, femme Jean Barraud, 40 ans, Catherine Retureau, 54 ans, Janvier Guittonneau, 16 ans (30 messidor) ; Françoise Grand, V^{ve} Travers (5 thermidor) (70) ; Honoré Lambert, 46 ans, Jean Bauteau, 45 ans, Perrine Bedelle 29 ans (13 thermidor) ; Reine Gendron, femme Laurent, 31 ans (14 thermidor)...

D'autres, après diverses péripéties — sursis de jugement, communication des pièces du dossier à l'accusateur, etc... — furent « renvoyés en résidence surveil-

(69) Pierre-Louis Lebreton avait été, en octobre 1793, l'un des bourgeois noirmoutrins envoyés à Bouin par Charette. Il devait garder des soins dont il fut alors l'objet de la part des Hardouin-Haumont, un souvenir de gratitude qui dura toute sa vie.

(70) Les dames Travers passaient pour « aristocrates » et on les avait entendues plusieurs fois « soutenir avec chaleur le parti des rebelles ». Cependant elles n'avaient pas hésité à héberger chez elles pendant l'occupation vendéenne des patriotes tels que la femme du Capitaine de Douanes

lée dans leur commune », échappant de la sorte à une condamnation à mort, ainsi : Pierre Papon, 45 ans ; Marie-Cécile Haumont, V^{ve} Hardouin, 52 ans ; Rose Hardouin, 22 ans ; Jeanne Sorin, femme Robert, 42 ans ; Céleste Coindreau, 29 ans ; Marie Moreau, 40 ans ; Madeleine Redois, 36 ans ; Anne Vincendeau, 41 ans ; Françoise Massonneau, 57 ans ; Marie Lambert, V^{ve} Julien Forré, 40 ans (13 thermidor) ; Marguerite Haumont, 38 ans ; Anne Haumont, 50 ans ; Catherine Delaprée, 50 ans ; Aimée Hardouin, 25 ans (14 thermidor) ; Jean Mercier, 29 ans (15 thermidor)...

Enfin, il y eut aussi, naturellement, des condamnations. Le 14 thermidor, étaient condamnées à la déportation perpétuelle et à la confiscation de leurs biens : Suzanne Emery, 20 ans ; Renée Vincendeau, V^{ve} Drouet, 44 ans ; Marie Legagneux, 46 ans ; Marie-Thérèse Dugast, V^{ve} Genneville, 75 ans ; Françoise Marsaud, V^{ve} Julien-François Richer, 37 ans ; Julienne-Marie Richer, 47 ans ; Marguerite Bâtard, V^{ve} Blanconnier, 52 ans...

Jean Mercier et Pierre Papon avaient servi de courriers aux rebelles et l'on reprochait au second d'avoir tenu des propos contre-révolutionnaires et notamment

Bureau, le lieutenant de Douanes Folcher, Julien Baizeau..., qui craignaient pour leur vie et y restèrent cachés durant sept semaines environ (Déposition Baizeau, 3 nivôse, et Rose Lemaire-Bureau, 29 frimaire an II).

Une idylle devait naître après les troubles entre Julien Baizeau, devenu alors veuf de Catherine Poupet, et Rose, la cadette des demoiselles Travers. De leur mariage naquirent quatre enfants, dont deux fils : Aimé-François, né à Bouin en 1802, époux de Léonide Joubert, décédé à Beauvoir, aux Mathurins, le 8 avril 1867, et Aristide-Lucien, docteur en médecine (1803-1872), qui exerça sa profession à Beauvoir pendant plus de quarante ans, en devint maire après 1870 et mourut en fonctions le 21 mai 1872. Des deux filles, l'une mourut jeune ; l'autre, Rose-Françoise, dame Leroy, fut la mère de Zélie Leroy, qui épousa Pierre Fouquet, docteur en médecine à Bouin († 7 février 1848), et mourut, plus que nonagénaire, aux Mathurins de Beauvoir, le 16 mai 1909, laissant une fille unique, Zélie Fouquet, dame Leray († 6 août 1916).

d'avoir traité de coquins les patriotes. Les femmes sont désignées sous l'épithète commune *d'aristocrates*, aggravée d'un qualificatif tel que fanatique, entêtée, enragée..., ou, comme les demoiselles Emery, de « très grandes aristocrates ». Céleste Coindreau allait souvent au Comité contre-révolutionnaire pour avoir des nouvelles ; Marie Moreau s'était vantée que si elle avait eu une épée, elle serait allée tuer les patriotes prisonniers ; Marguerite Bâtard, V^{ve} Blanconnier, avait été « une des principales instigatrices » et avait tenu des « propos incendiaires » et « très violents contre les prisonniers venant de Machecoul », elle avait ajouté que « Dieu était juste et que les patriotes n'auraient jamais le dessus » ; d'autres s'étaient compromises dans la compagnie des prêtres réfractaires, ainsi la demoiselle Richer, qui hébergeait régulièrement l'abbé Priour, la dame Genneville qui, aidée de Catau, sa servante, « recevait des prêtres qui disaient la messe chez elle », Anne Vincendeau, Françoise Massonneau, domestique de la demoiselle Méchin de la Chillais, dont elle partageait les sentiments — toutes deux avaient caché des prêtres déguisés à qui elles s'étaient confessées —, et encore les demoiselles Haumont que l'on dit « *partisantes* zélées des prêtres réfractaires, elles leur ont donné asile pour les soustraire aux recherches des patriotes et ont propagé par leurs discours et leurs exemples l'esprit aristocratique et fanatique ». Les dames Hardouin étaient accusées de « sentiments anti-civiques » et d'avoir « par tous les moyens et par toute l'influence que leur donnait une sorte de rang travaillé à propager l'esprit contre-révolutionnaire, l'amour du roi Louis XVII et des bons prêtres ». Cependant, bien que l'on reproche également à Aimée Hardouin d'avoir souhaité « voir les patriotes pulvérisés », le général républicain Jordy lui-même certifiait « que la citoyenne Hardouin a donné des preuves de civisme et de patriotisme ainsi que toute sa famille » et que les prisonniers de Noirmoutier avaient reçu chez elle « tous les secours que peut exiger l'humanité (71) ».

(71) Arch. Loire-Inf. L. 1528, 24 frimaire 1793.

Mme Hardouin survécut de peu à sa libération : un mois

Ce certificat figure au dossier de Philippe Hardouin, fils et frère des précédentes, et dont le cas est assez embrouillé. Philippe Hardouin — « ci-devant abbé et actuellement marin », ainsi que portent les dépositions diverses à son sujet — avait dû entrer primitivement dans les ordres dont il sortit aux premiers jours de la Révolution. Nommé Commandant en second des insurgés, les témoignages sont unanimes à reconnaître que, dès le début, il n'en avait rempli les fonctions qu'avec réticences ; les démêlés de son père avec Charette et Pajot n'avaient fait sans doute qu'augmenter sa passivité et, déjà arrêté en décembre 1793, il avait été acquitté le 23 frimaire par le tribunal révolutionnaire de Nantes. Il s'était embarqué aussitôt à Paimbœuf sur la gabarre « la Victoire-Sophie », aux ordres du Ct Le Gay, pour l'expédition de Noirmoutier, où, néanmoins, il fut de nouveau incarcéré. Les certificats mêmes des patriotes de Bouin et de Goudet, l'accusateur public de Nantes, ne parurent point convaincants aux yeux de la Commission militaire de l'Ile de la Montagne qui, le 6 thermidor, se déclarait incompétente en ce qui le concernait, mais décidait qu'il resterait « provisoirement en détention dans l'île ». Il devait y demeurer jusqu'à l'amnistie de nivôse an III.

Le même jour, 6 thermidor, le même tribunal avait décidé de communiquer à l'accusateur public le dossier de certains suspects, dont Laurent-Alexandre Luminais (72), que l'on est assez étonné de rencontrer

après environ, le 28 août 1794, elle mourait à Bouin, âgée de 53 ans.

(72) Le dossier de Laurent-Alexandre Luminais, ancien administrateur du département de la Vendée, que Chassin (*Vendée Patriote*, IV, 109) confond avec son frère Michel-Pierre, était particulièrement chargé. On lui reprochait d'avoir « favorisé des prêtres réfractaires » en faisant porter au maximum le traitement des chanoines de Luçon, et d'avoir été « intimement lié avec les Pichard, les Paillou, les Pervinquière, les Millouain, les Michel, les Menanteau et autres, ses collègues connus et détenus pour leurs détestables principes qui avaient occasioné tous les malheurs du département » (Arrêté du Comité de surveillance des Sables-d'Olonne, 4 pluviôse an II). Certaines pièces font

dans les prisons de Noirmoutier, en compagnie d'ailleurs d'autres patriotes bouinçais, notamment les Pelletier (73) et Julien Baizeau.

Ceux-ci comparurent le 8 devant le tribunal qui dé-

état, de plus, de « lettres qui prouvaient des intelligences » entre lui et « les émigrés à qui il aurait prêté de l'argent » (Arch. Loire-Inf., L. 1528).

(73) N'en déplaise aux hagiographes qui ont étudié les ascendances de la Sainte Mère Marie-Euphrasie Pelletier, la fondatrice du Bon-Pasteur d'Angers, il est évident que tous les Pelletier furent, à l'époque de la Révolution, de fervents « patriotes ». Ce qui ne les empêcha nullement, on le voit, d'avoir leur part de souffrances communes.

Vieille famille des Marches communes, paraissant tirer ses origines de Touvois, les Pelletier avaient fourni à la région au XVIII^e siècle des personnages considérés. L'un d'eux fut recteur de Saint-Etienne-de-Mer-Morte, Messire Joseph Pelletier, titulaire en 1731 du bénéfice de Beauregard desservi en l'église N.-D. de la Garnache, parrain à Saint-Gervais, le 2 septembre 1737, de Marie-Jeanne, fille de Jacques-Charles Musset et de Marie Pelletier, sa petite-nièce sans doute. A la fin du siècle, la famille était représentée par les enfants de Joseph Pelletier, notaire à la Garnache († 3 octobre 1765), et de Geneviève Bethuys, qui avaient tous, ou presque tous, à cette époque, quitté leur paroisse natale et s'étaient « égailés » dans le Marais.

L'aîné de la lignée, Joseph, établi à Saint-Gervais, devait y remplir successivement de nombreuses fonctions administratives, député de la paroisse aux Etats provinciaux de Poitiers en 1789, premier Maire de sa commune en 1790-1791, Commissaire du Gouvernement auprès de l'Administration du canton de Beauvoir de l'an V à l'an VIII... Il acheta du District de Challans un gros paquet de biens nationaux et notamment, le 25 janvier 1791, le Prieuré de Saint-Gervais et ses dépendances, une petite maison au Fief-Retail, la métairie du Sableau, dans le bourg, la borderie du Petit-Prieuré, dans le Marais, et des prés et terres (a). Il

(a) Joseph Pelletier rétrocéda ensuite la moitié de ces biens à sa sœur Geneviève, veuve du Chevalier Musset (2 pluviôse an II, Bonnin et Guesneau, notaires). Le tout échut finalement à sa mort (14 brumaire an XVI, 6 novembre 1803) aux Musset — il avait épousé lui-même Marie Musset, † 23 octobre 1787 — qui devaient, à la fin du XIX^e siècle et jus-

cida de surseoir à leur jugement et les renvoya en prison. Ils étaient accusés, conjointement avec Marie-René Avril, commandant au 4^e Bataillon de Maine-et-Loire, stationné à Bouin, d'avoir eu des relations avec les Vendéens, avec Pajot en particulier, à qui ils auraient

mourut sans postérité. Un autre Pelletier, Jean-Pierre (né le 28 mars 1751), disparut pendant les troubles, à Machecoul, dit-on, victime peut-être des insurgés.

Les deux Pelletier de Bouin firent partie du groupe des bourgeois patriotes de Bouin emmenés à Machecoul en mars 1793 et furent également arrêtés et emprisonnés à Noirmoutier l'année suivante.

Leur plus jeune frère, Julien (16 septembre 1752 — 27 novembre 1806), époux d'Anne Mourain, le père de la Sainte, exerçait la médecine à Soullans. On ne met pas en doute les qualités « de désintéressement et de charité » des époux Pelletier, ni « les connaissances médicales et la conscience professionnelle » de l'officier de santé, mais aucune tradition ne permet d'affirmer que Mme Pelletier « s'était exposée à la peine de mort en donnant l'hospitalité à des prêtres persécutés et traqués » (b). On sait seulement que Julien Pelletier donna ses soins, en mars 1793, pendant la première occupation de Soullans, aux malades et blessés de l'armée vendéenne, mais qu'il réussit à s'échapper en juin lors du retour des Vendéens et que sa femme rendit, certain jour de l'hiver 1793 (c), un signalé service à une troupe de républicains menacée aux environs de Soullans de tomber dans une embuscade d'insurgés. Ils furent cependant tous les deux arrêtés en pluviôse suivant (23 pluviôse an II, 11 février 1794) comme de vulgaires « aristocrates » et emprisonnés à Noirmoutier (16 ventôse). Sous le simple prétexte qu'ils étaient « restés parmi les brigands sans aucun mal, le mari exerçant au contraire librement sa profession » (d). Acquitté le 21 floréal (10 mai 1794), ainsi que

qu'à nos jours, aliéner lambeau par lambeau, non seulement ce vaste domaine, mais encore les importants biens héréditaires de leur famille. Le logis du Prieuré, vendu en 1949, fut leur dernière possession à Saint-Gervais.

(b) Henry Joly : *La Bienheureuse Pelletier*, Collection « *Les Saints* », Paris, Lecoivre-Gabalda, 1933, pp. 11 et 12.

(c) Le 4 frimaire an II, 24 novembre 1793.

(d) Arch. Loire-Inf., L. 1527 : Liste des brigands arrêtés par ordre du Comité révolutionnaire des Sables et Challans et conduits ès prisons de l'île de la Montagne (n° 124).

dans les prisons de Noirmoutier, en compagnie d'autres d'autres patriotes bouinai, notamment les Pelletier (73) et Julien Baizeau.

Ceux-ci comparurent le 8 devant le tribunal qui dé-

état, de plus, de « lettres qui prouvaient des intelligences » entre lui et « les émigrés à qui il aurait prêté de l'argent » (Arch. Loire-Inf., L. 1528).

(73) N'en déplaie aux hagiographes qui ont étudié les ascendances de la Sainte Mère Marie-Euphrasie Pelletier, la fondatrice du Bon-Pasteur d'Angers, il est évident que tous les Pelletier furent, à l'époque de la Révolution, de fervents « patriotes ». Ce qui ne les empêcha nullement, on le voit, d'avoir leur part de souffrances communes.

Vieille famille des Marches communes, paraissant tirer ses origines de Touvois, les Pelletier avaient fourni à la région au XVIII^e siècle des personnages considérés. L'un d'eux fut recteur de Saint-Etienne-de-Mer-Morte, Messire Joseph Pelletier, titulaire en 1731 du bénéfice de Beauregard desservi en l'église N.-D. de la Garnache, parrain à Saint-Gervais, le 2 septembre 1737, de Marie-Jeanne, fille de Jacques-Charles Musset et de Marie Pelletier, sa petite-nièce sans doute. A la fin du siècle, la famille était représentée par les enfants de Joseph Pelletier, notaire à la Garnache († 3 octobre 1765), et de Geneviève Bethuys, qui avaient tous, ou presque tous, à cette époque, quitté leur paroisse natale et s'étaient « égailés » dans le Marais.

L'aîné de la lignée, Joseph, établi à Saint-Gervais, devait y remplir successivement de nombreuses fonctions administratives, député de la paroisse aux Etats provinciaux de Poitiers en 1789, premier Maire de sa commune en 1790-1791, Commissaire du Gouvernement auprès de l'Administration du canton de Beauvoir de l'an V à l'an VIII... Il acheta du District de Challans un gros paquet de biens nationaux et notamment, le 25 janvier 1791, le Prieuré de Saint-Gervais et ses dépendances, une petite maison au Fief-Retail, la métairie du Sableau, dans le bourg, la borderie du Petit-Prieuré, dans le Marais, et des prés et terres (a). Il

(a) Joseph Pelletier rétrocéda ensuite la moitié de ces biens à sa sœur Geneviève, veuve du Chevalier Musset (2 pluviôse an II, Bonnin et Guesneau, notaires). Le tout échut finalement à sa mort (14 brumaire an XVI, 6 novembre 1803) aux Musset — il avait épousé lui-même Marie Musset, † 23 octobre 1787 — qui devaient, à la fin du XIX^e siècle et jus-

cida de surseoir à leur jugement et les renvoya en prison. Ils étaient accusés, conjointement avec Marie-René Avril, commandant au 4^e Bataillon de Maine-et-Loire, stationné à Bouin, d'avoir eu des relations avec les Vendéens, avec Pajot en particulier, à qui ils auraient

mourut sans postérité. Un autre Pelletier, Jean-Pierre (né le 28 mars 1751), disparut pendant les troubles, à Machecoul, dit-on, victime peut-être des insurgés.

Les deux Pelletier de Bouin firent partie du groupe des bourgeois patriotes de Bouin emmenés à Machecoul en mars 1793 et furent également arrêtés et emprisonnés à Noirmoutier l'année suivante.

Leur plus jeune frère, Julien (16 septembre 1752 — 27 novembre 1806), époux d'Anne Mourain, le père de la Sainte, exerçait la médecine à Soullans. On ne met pas en doute les qualités « de désintéressement et de charité » des époux Pelletier, ni « les connaissances médicales et la conscience professionnelle » de l'officier de santé, mais aucune tradition ne permet d'affirmer que Mme Pelletier « s'était exposée à la peine de mort en donnant l'hospitalité à des prêtres persécutés et traqués » (b). On sait seulement que Julien Pelletier donna ses soins, en mars 1793, pendant la première occupation de Soullans, aux malades et blessés de l'armée vendéenne, mais qu'il réussit à s'échapper en juin lors du retour des Vendéens et que sa femme rendit, certain jour de l'hiver 1793 (c), un signalé service à une troupe de républicains menacée aux environs de Soullans de tomber dans une embuscade d'insurgés. Ils furent cependant tous les deux arrêtés en pluviôse suivant (23 pluviôse an II, 11 février 1794) comme de vulgaires « aristocrates » et emprisonnés à Noirmoutier (16 ventôse). Sous le simple prétexte qu'ils étaient « restés parmi les brigands sans aucun mal, le mari exerçant au contraire librement sa profession » (d). Acquitté le 21 floréal (10 mai 1794), ainsi que

qu'à nos jours, aliéner lambeau par lambeau, non seulement ce vaste domaine, mais encore les importants biens héréditaires de leur famille. Le logis du Prieuré, vendu en 1949, fut leur dernière possession à Saint-Gervais.

(b) Henry Joly : *La Bienheureuse Pelletier*, Collection « *Les Saints* », Paris, Lecoivre-Gabalda, 1933, pp. 11 et 12.

(c) Le 4 frimaire an II, 24 novembre 1793.

(d) Arch. Loire-Inf., L. 1527 : Liste des brigands arrêtés par ordre du Comité révolutionnaire des Sables et Challans et conduits ès prisons de l'île de la Montagne (n° 124).

fait passer de la poudre par l'intermédiaire du Commandant de Bois-de-Céné, Bertaud. Y eut-il quelque « imprudence » de leur part ou bien furent-ils, comme on l'a dit, victimes « de la perfidie des brigands qui leur avaient écrit pour les compromettre » ? Une perquisition opérée chez eux par le Commissaire du District de Challans et l'adjudant-général Collette, Commandant la place de l'Isle-Marat, ne donna rien : on

sa femme, Julien Pelletier fut nommé le 6 prairial (25 mai) « membre du Comité de surveillance révolutionnaire », ce qui ne laisse pas d'être quelque peu déconcertant. Il est dit encore, ce jour-là, « de Soullans ». Cette charge — qu'on lui a peut-être imposée pour éprouver son civisme — le fixa à Noirmoutier (e) où il exerça désormais son art jusqu'à sa mort. Sa veuve retourna alors à Soullans où elle mourut elle-même en 1813.

Tels sont les faits. Les Saints — comme l'Eglise — n'ont besoin que de la vérité.

On ne saurait faire grief à personne de ses opinions et il était normal que des esprits éclairés, devant les impuissances de l'Ancien Régime, aient désiré alors un changement dans les institutions de la France. Il faut avoir vécu des heures tragiques pour savoir qu'en certains cas il est moins difficile de faire son devoir que de savoir exactement ce en quoi il consiste.

Ce qui est certain, c'est que l'on ne reproche aux Pelletier aucun de ces actes de terrorisme par quoi se déshonorèrent souvent trop de patriotes (f) ; au contraire, ils eurent eux-mêmes à souffrir et toute souffrance mérite au moins la pitié.

Ce qui est certain aussi, c'est que les siècles avaient accumulé chez les Pelletier assez de mérites et de vertus pour

(e) Tel est le processus de l'installation de Julien Pelletier à Noirmoutier ; on voit que ce déplacement eut une tout autre raison que celle de se mettre à l'abri des Bleus et l'opinion du Chanoine Portais (*Marie de Sainte-Euphrasie Pelletier*, I, p. 29) qui place son départ de Soullans entre le 17 mars et le 29 avril 1793 est controuvée.

(f) La passion ou, peut-être, le souvenir des souffrances récentes dicta cependant à André Pelletier et à sa femme, Rose Marsaud, des dépositions (18 pluviôse et 17 nivôse an II, Arch. Loire-Inf., L. 1528) qui ne sauraient grandir la réputation de leurs auteurs.

ne trouva « rien que de patriote dans leurs papiers ». Cependant, malgré l'intervention de Michel-Pierre Luminais, lui-même compromis indirectement dans l'affaire, auprès du représentant Bô, alors en mission à Nantes (20 messidor an II), dénonçant « une vexation atroce contre les patriotes les plus éprouvés » de Bouin (74),

que, de leur lignée, sortit, et précisément à cette époque troublée — 31 juillet 1796 — l'enfant, Rose-Virginie, qui devait être l'illustration et la gloire de la famille.

Mais, pourquoi vouloir expliquer la sainteté ? Les voies de Dieu sont impénétrables et l'Esprit souffle où il veut... N'en pourrait-on pas citer de multiples exemples, même de nos jours ?

André et François Pelletier, de retour à Bouin, y moururent entourés de l'estime générale, l'un, le 13 septembre 1823 (sa veuve Rose Marsaud † 16 déc. 1838), sans postérité ; l'autre, le 18 août 1805 (Julie Dorion, sa veuve, † 28 juillet 1812), laissant trois enfants dont la postérité actuelle est exclusivement féminine.

Les Pelletier devaient revenir à Bouin quelques années plus tard avec Paul-Fidèle (Noirmoutier, 24 mars 1801 — Bouin, 10 avril 1856), le plus jeune des frères de Sainte Marie-Euphrasie qui y fut sans doute attiré par la présence de sa sœur Anne-Joséphine (Soullans, 7 oct. 1784 — Bouin, 7 janvier 1854) laquelle avait épousé François-Marie Marsaud (Bouin, 25 juin 1810), de qui elle eut dix enfants.

Mentionné dès 1824 comme étudiant en médecine domicilié à Bouin, Paul-Fidèle Pelletier s'y installa définitivement vers 1837 après avoir exercé son art pendant quelques années à la Bernerie. C'est l'aïeul des Pelletier de Bouin actuels.

(74) Michel-Pierre Luminais raconte comment, réfugié à Nantes après le 10 juin, il partit de cette ville avec les généraux Haxo et Jordy le 1^{er} frimaire ; « après dix-sept jours de marche, écrit-il, nous entrâmes triomphants dans l'Ile-Marat... » — Comment ce vieux Bouinais peut-il écrire ce nom sans avoir la nausée ! — Et il énumère ses actes depuis son retour, les officiers municipaux reprenant leurs fonctions, les suspects qui accompagnaient Charette envoyés à Nantes, les habitants compromis dans l'insurrection dirigés sur l'île de la Montagne, les rebelles pourchassés et obligés de se réfugier dans les marais de Monts et du Perrier...

(Arch. Loire-Inf., L. 1528, à la date).

Michel-Pierre Luminais devait accéder dans la suite aux

et du District de Challans auprès du même personnage et de la Commission militaire de Noirmoutier (11-15 thermidor), ils ne furent acquittés qu'avec peine, et seulement les 27 et 28 thermidor (14-15 août 1794) par la Commission militaire alors transportée à Nantes.

Jusqu'alors, la Commission avait fait preuve d'une certaine mansuétude vis-à-vis des Bouinais : ses derniers jours allaient être particulièrement sanglants.

Elle avait, le 4 thermidor, renvoyé en prison Marie Hermenier — ou Armenier ou Lermigné — la veuve de Magdelon Rouillard, — on l'y oubliera pendant des mois — et Marie Rousteau, âgée de 30 ans ; mais celle-ci, « la bonne sœur Rousteau », comme on disait communément, ancienne domestique de la demoiselle Robard des Bellines, en sortit huit jours plus tard, le 11, pour se voir condamner à mort et exécuter le même jour, comme aristocrate et instigatrice, pour « correspondance avec les brigands et avoir assisté à leurs combats, armée d'une broche à rôtir », un *pic*, disent certains, qu'elle s'était fait faire spécialement pour aller combattre les patriotes sur les chaussées de l'île.

A cette victime allaient s'ajouter bientôt celles du 16 thermidor — 3 août 1794 — qui ne sont autres que les héros de la Lande du *Magnificat*. Il y en a vingt-deux, parmi lesquels neuf de Bouin :

Pierre Allais, 27 ans, laboureur ;

Mathurin Biton, 45 ans ;

Julienne Gervier, 25 ans ;

Marie-Magdelaine Robard, 21 ans ;

Marie-Eléonore Robard des Bellines, 64 ans ;

Catherine Brochet, 53 ans ;

Marie Vincendeau, V^{ve} Gouvard, 38 ans ;

Marie-Anne Hardouin, F^{me} Gervier, 38 ans ;

Rose Gouvard, F^{me} Mathurin Baudry, 60 ans.

Sur ce nombre, sept femmes.

Comme les autres, elles sont dites instigatrices, fa-

plus hautes dignités du régime : élu député de la Vendée au Conseil des Cinq-Cents le 26 vendémiaire an IV, réélu en l'an VII, il devint Membre du Corps Législatif après le 18 Brumaire et passa au Sénat en 1803.

natiques, aristocrates enragées, femmes dangereuses ; la plus jeune, Marie-Magdelaine Robard avait 21 ans, la plus âgée, Marie-Eléonore des Bellines, 64 ans.

Le nom de Robard était et est encore très répandu à Bouin et nous ne croyons pas, quoi qu'en dise le D^r Viaud-Grand-Marais (75), qu'un lien de parenté proche unit ces deux demoiselles Robard. Marie-Eléonore appartenait à la vieille bourgeoisie bouinaise dont les sieurs des Bellines avaient été au cours des siècles des membres marquants, tandis que Marie-Magdelaine — et ceci n'enlève rien à sa vertu — était la fille d'un humble bordier, Jacques Robard, qui faisait valoir une terre de très minime importance, la Briaudière, située dans le marais, entre la ville et le petit port des Brochets (76).

La jeune Marie-Magdelaine était née le 27 janvier 1773 ; ses trois frères, Pierre, 29 ans, Jacques, 24 ans, et François, 19 ans, faisaient partie de l'armée de Charette. Les deux derniers semblent avoir disparu dans la tourmente (77). Elle-même avait manifesté une ardeur combattive et prononcé bien des paroles imprudentes, déclarant qu'elle abhorrait les institutions républicaines, qu'elle verrait volontiers tous « les patriotes crevés » et qu'elle tuerait bien elle-même un Bleu...

Mademoiselle des Bellines, « très grande aristocrate », avait sans doute manifesté plus de réserve dans ses paroles, il est patent qu'elle avait désapprouvé les pil-

(75) *Le Drame de la Claire, Noirmoutier, 16 thermidor an II* (3 août 1794) (Revue de Bretagne et de Vendée, 1881).

Nouvelle édition annotée par Louis Troussier (An. Soc. Emul. Vendée, 1929 et 1930).

(76) Vente, le 12 mai 1820, par Anne-Marie Robard, veuve de René Robard, propriétaire, demeurant aux Anses, et ses enfants Pierre Robard et Marie Robard, épouse de Louis Gautier, du Petit-Bossis, à Joseph Durand, de la maison de la Briaudière et ses dépendances, consistant en une chambre, une boulangerie, écurie, aire, jardin, terre et pré, en tout trois quarts de journal.

(77) Cf. D^r A. Pelletier, *Semaine Catholique de Luçon*, 24 mai 1913.

lages et les excès de certains insurgés, mais elle n'avait pas non plus caché sa satisfaction des revers des patriotes, elle s'était publiquement réjouie de leur défaite à Chantonay (Pont-Charroñ) ; on affirme qu'elle aurait été de plus en rapport avec certains chefs dès le début de mars 1793 ; après la prise de Machecoul par Beysser, elle avait « recelé chez elle le nommé Coussay, dit l'*Américain* (78), et Cathelinière père » : quand il y avait quelque alerte, le dit Cathelinière allait se cacher dans les marais de Saint-Gervais, chez Tessier du Marais-Moreau, lequel venait alors tous les jours aux nouvelles au Bois-Tenet... Enfin, elle avait logé plusieurs prêtres réfractaires, notamment l'abbé Priour (79).

Sa sœur, Anne Robard-Désabée, n'était pas moins compromise, et pour les mêmes raisons : elle ne dut vraisemblablement qu'à la fuite de ne pas subir le même sort ; elle se serait enfuie, dit-on, peu avant l'investissement de Bouin « avec le desservant de Châteauneuf » (Priour ?).

Catherine Brochet, ancienne domestique du citoyen La Chaume, « aristocrate fanatique et très méchante », avait voulu, de même que Marie Rousteau, se faire faire une pique pour aller aux combats ; on l'avait vue armée se battre comme un homme sur les chaussées.

Marie Vincendeau, la femme de Toussaint Gouvard, dit Goglu, fusillé en décembre précédent, avait été,

(78) Quel était ce Coussays, désigné aussi ailleurs comme chef de Brigands ? Le curé de Bouin avait un frère, Louis Coussays, qui vint à Bouin au moment de son décès (5 juillet 1815), et alors âgé de 62 ans. Serait-ce le personnage en question ?

(79) Les héritiers de Marie-Eléonore Robard — ses sœurs Anne-Julienne et Eléonore-Victoire et les enfants Gastier — se partagèrent sa succession en l'an III (22 messidor-12 thermidor). La défunte avait emporté à Noirmoutier ses papiers les plus précieux qui avaient été déposés chez le notaire Michon ; il y avait notamment un tableau généalogique de la famille Robard avec pièces à l'appui, « un livre de remarques sur la situation de l'isle », des livres de raison 1727-1773 et 1751-1780, etc... Quel intérêt ne devaient pas avoir ces précieuses paperasses !

avec son mari, préposée à Bouin à la garde des prisonniers qui furent exécutés par Pajot. Elle est accusée de les avoir traités durement. Elle parlait volontiers de les mettre à mort ou dans les souterrains.

Julienne Gervier et Marie-Anne Hardouin, femme Jean Gervier (80), avaient à leur charge des menaces de mort contre les patriotes. La première était intendante de Pajot et il est dit qu'elle partageait son exaltation.

Rose Gouvard, femme Baudry, âgé de 60 ans et vivant de son bien, était la femme de Mathurin Baudry, membre du Comité royaliste de Bouin et l'un des principaux instigateurs de la contre-révolution dans cette commune. Elle avait suivi Charette à Mortagne et quatre témoins l'accusaient, en outre, d'avoir recelé les effets pillés chez les patriotes.

« Les hommes, pour la plupart, ont été arrêtés avec des cocardes blanches, ce qui suffisait déjà pour les faire condamner. Plusieurs sont en outre convaincus d'avoir pris part à des combats contre les armées de la République. Ainsi Pierre Allais, laboureur, âgé de 27 ans, fils aîné de Pierre Allais, de la Gautière, un des chefs des insurgés de Bouin. Il est qualifié « d'instigateur furieux, vomissant mille injures contre les patriotes ». On l'a vu en armes dans les communes de Bourgneuf et de Pornic, a été à plusieurs combats, a pillé, s'est livré à d'autres violences... ».

Le cas de Mathurin Biton est singulier.

Les pièces relatives à ce procès comportent les unes vingt-et-un noms, les autres vingt-deux : le vingt-deuxième n'est autre que ce Mathurin Biton. Son nom figure dans l'acte d'accusation, mais non dans la liste qui sert de préambule au jugement ; il reparaît dans les

(80) Jean Gervier, meunier au moulin de la Claye, fut des premiers insurgés. Né le 22 avril 1753, il avait épousé à Bouin, le 20 juillet 1790; Marie-Anne Hardouin, née le 26 février 1757, veuve en premières noces de Honoré Hardouin, marin, mort en mer. Il suivit l'armée de Charette jusque vers la fin de la guerre et ne revint à Bouin que longtemps après. Il se remaria avec Françoise Gendron et mourut en 1816.

« considérant », mais on ne le trouve plus dans le procès-verbal d'exécution. Certaines pièces portent, en face de son nom, la mention « mort ». Mathurin Biton serait-il décédé en prison ? Mais alors pourquoi l'a-t-on condamné à mort ? Et son nom ne se trouve pas dans les registres de décès de Noirmoutier.

« La tradition, écrit le D^r Viaud-Grand-Maraïs, est formelle sur le nombre de vingt-deux victimes. Le corps de Biton, mort peu avant le jugement, aurait-il été conduit à la Claire en charrette, à la suite des condamnés ? La chose est possible, mais il reste là un point obscur »... qui ne sera sans doute jamais éclairci.

Mathurin Biton exerçait à Bouin avant la Révolution une fonction assez peu banale : il était geôlier des prisons de la seigneurie ; un acte du 18 mai 1787 mentionne « Mathurin Biton, jeollier, et Gabrielle Prou, sa femme, demeurant ensemble à la jeolle de cette isle et paroisse de Notre-Dame de Bouin ».

En thermidor an II, il avait contre lui des charges graves. Agé de 45 ans, il avait été pris à Bouin et était caporal parmi les brigands. Il avait combattu à Legé et à Saint-Gervais contre les soldats de Boulard. Un témoin affirme qu'il possédait un mauvais fusil. Il avait déjà comparu une première fois, le 29 messidor, en compagnie de Pierre Allais et autres, devant la Commission militaire qui avait sursis à leur jugement pour supplément d'information.

On sait comment ces condamnés, après une défense en générale piteuse et déconcertante — à part les demoiselles de Rorthays qui témoignèrent fièrement de leur attachement à leur roi et à leur religion et dont la plus jeune, malgré ses dix-neuf ans, osa dire à ses juges que « les Vendéens soutenaient la bonne cause » —, se ressaisirent et allèrent à la mort noblement en chantant, de la ville jusqu'à la lande de la Claire, des cantiques alternés avec les versets du *Magnificat*.

Ce furent les dernières victimes de cette période sanglante. Robespierre était tombé le 9 thermidor, mais la nouvelle n'en parvint dans l'Ouest que le 14 ou le 15. Elle fut annoncée à Nantes le 14. « Un matelot venant de Paimbœuf l'apporta le lendemain à Noirmoutier. Le général Mucius-Scevola Sabatier, rapporte Piet, le fit

Le Gérant : H. REZEAU.